



RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
SECTEURS D'ACTIVITÉS	2
FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2017	3
MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS	3
ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS	4
ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS	9
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	16
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	20
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	24

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société »), filiale de Québecor Média inc. (« QMI » ou « la société mère »), est une entreprise de communication qui œuvre dans trois secteurs d'activités : la télédiffusion et production, les magazines et les services cinématographiques et audiovisuels. En télédiffusion et production, la Société est active en création, en production et en diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques, en distribution de produits audiovisuels et de films et en production commerciale. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter sept services spécialisés. Elle possède également une participation minoritaire dans la chaîne spécialisée Évasion. Dans le secteur magazines, Groupe TVA publie plus de 50 titres, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines au Québec. Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels offre des services de location de studios et d'équipements ainsi que des services de postproduction et d'effets visuels. Les actions classe B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Le présent rapport de gestion intermédiaire couvre les principales activités du troisième trimestre 2017 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 30 septembre 2017 et 2016 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») dont, en particulier, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. Le rapport de gestion devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion annuel de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2016, de même qu'avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2017.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les activités de la Société se composent des secteurs suivants :

- **Le secteur télédiffusion et production** inclut les activités du Réseau TVA (y compris la filiale et les divisions TVA Productions inc., TVA Nouvelles et TVA Interactif), des services spécialisés, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, les activités de production commerciale ainsi que les activités de distribution de produits audiovisuels.
- **Le secteur magazines**, par l'entremise de ses filiales, notamment TVA Publications inc. et Les Publications Charron & Cie inc., comprend les activités d'édition de magazines dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode, les sports et la décoration, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines ainsi que les activités d'édition sur mesure, de production commerciale imprimée et de services prémédia.
- **Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (« MELS »)**, par le biais des filiales Mels Studios et Postproduction s.e.n.c. et MELS Doublage inc., inclut les activités de services de location de studios et d'équipements, de doublage ainsi que les services de postproduction et d'effets visuels.

FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2017

- Le 13 octobre 2017, à la suite de l'annonce du départ à la retraite de Mme Julie Tremblay, la présidente du conseil d'administration de Groupe TVA a annoncé les nominations de Mme France Lauzière à titre de présidente et chef de la direction de la Société et de M. Martin Picard au poste de vice-président principal et chef de l'exploitation.
- Le 14 août 2017, sur la recommandation de L'honorable Mélanie Joly, ministre de Patrimoine canadien, le gouverneur en conseil a renvoyé pour réexamen et nouvelle audience les décisions de radiodiffusion visant le renouvellement des licences pour les services de télévision des grands groupes de propriété de langue française rendues par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes « CRTC » le 15 mai 2017. En conséquence, un processus de réexamen et de nouvelle audience relative aux décisions de renouvellement des licences de la Société a été entrepris. Les nouvelles audiences devraient avoir lieu en 2018.

MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS

Pour évaluer son rendement financier, la Société utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées, ni reconnues, selon les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises et, par conséquent, les mesures financières qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

Bénéfice ou perte d'exploitation ajusté(e) (« Résultats d'exploitation ajustés »)

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, la dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels, les frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres, les impôts sur le bénéfice et la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées. Le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e), tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'activités qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activités. En outre, le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) est utile, car il (elle) constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation ajusté(e) adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente la conciliation du bénéfice d'exploitation ajusté avec la perte nette attribuable aux actionnaires divulguée aux états financiers consolidés résumés de la Société.

Tableau 1

Conciliation du bénéfice d'exploitation ajusté présenté dans ce rapport avec la perte nette attribuable aux actionnaires divulguée aux états financiers consolidés résumés

(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice d'exploitation ajusté :				
Télédiffusion et production	19 902	\$ 11 249	\$ 25 635	\$ 4 934
Magazines	3 189	5 712	7 538	11 691
Services cinématographiques et audiovisuels	9 844	3 732	10 240	6 792
	32 935	20 693	43 413	23 417
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	8 767	8 968	26 509	26 322
Charges financières	697	738	1 969	2 574
Dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels	42 405	40 100	42 405	40 100
Frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres	32	617	4 982	1 777
(Recouvrement) dépense d'impôts	(3 927)	2 821	(7 124)	(1 404)
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées	139	(275)	(328)	(603)
Participation ne donnant pas le contrôle	81	231	161	223
Perte nette attribuable aux actionnaires	(15 259)	\$ (32 507)	\$ (25 161)	\$ (45 572)

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Comparaison des troisièmes trimestres 2017 et 2016

Produits d'exploitation de 140 785 000 \$, en hausse de 9 193 000 \$ (7,0 %).

- Hausse de 5 701 000 \$ (6,4 %) dans le secteur télédiffusion et production (tableau 2) due essentiellement à l'augmentation de 12,6 % des revenus publicitaires du Réseau TVA ainsi qu'à la croissance de 21,8 % des revenus d'abonnement de « TVA Sports ». Cette hausse a été compensée en partie par la baisse des revenus de production commerciale du Réseau TVA due à un volume d'activités moindre.
- Baisse de 4 807 000 \$ (-16,0 %) dans le secteur magazines (tableau 2), principalement attribuable aux baisses de 29,4 % des revenus publicitaires, de 11,4 % des revenus d'abonnement ainsi que de 6,3 % des revenus en kiosque pour les magazines comparables jumelées à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2016.
- Hausse de 8 625 000 \$ (54,0 %) dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 2), due essentiellement à la hausse de 129,6 % des revenus de location de studios et d'équipements, compensée en partie par la baisse de 41,7 % des revenus de postproduction.

Tableau 2
Produits d'exploitation
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Télédiffusion et production	94 110	\$ 88 409	\$ 322 133	\$ 299 433
Magazines	25 218	30 025	70 376	86 709
Services cinématographiques et audiovisuels	24 594	15 969	50 372	44 131
Éléments intersectoriels	(3 137)	(2 811)	(8 430)	(8 929)
	140 785	\$ 131 592	\$ 434 451	\$ 421 344

Bénéfice d'exploitation ajusté de 32 935 000 \$, soit un écart favorable de 12 242 000 \$ (59,2 %).

- Écart favorable de 8 653 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production (tableau 3), principalement attribuable à l'augmentation du bénéfice d'exploitation ajusté de la chaîne « TVA Sports », découlant de la croissance de ses revenus d'abonnement et de la diminution de ses charges d'exploitation, ainsi qu'à l'augmentation du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA provenant de l'augmentation de ses produits d'exploitation.
- Écart défavorable de 2 523 000 \$ dans le secteur magazines (tableau 3), principalement attribuable à la baisse des produits d'exploitation telle qu'expliquée ci-dessus, laquelle a été compensée en partie par des économies générées par les plans de rationalisation des effectifs et des dépenses mis en place au cours des derniers trimestres.
- Écart favorable de 6 112 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 3), principalement attribuable à l'augmentation du bénéfice d'exploitation ajusté généré par la location de studios et d'équipements dû à un volume d'activités significativement plus élevé, compensée en partie par un volume moins élevé des activités de postproduction et d'effets visuels.

Tableau 3
Bénéfice d'exploitation ajusté
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Télédiffusion et production	19 902	\$ 11 249	\$ 25 635	\$ 4 934
Magazines	3 189	5 712	7 538	11 691
Services cinématographiques et audiovisuels	9 844	3 732	10 240	6 792
	32 935	\$ 20 693	\$ 43 413	\$ 23 417

Perte nette attribuable aux actionnaires de 15 259 000 \$ (-0,35 \$ par action de base et dilué), comparativement à une perte nette attribuable aux actionnaires de 32 507 000 \$ (-0,75 \$ par action de base et dilué) pour la même période de 2016.

- Cet écart favorable de 17 248 000 \$ (0,40 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
 - la hausse de 12 242 000 \$ du bénéfice d'exploitation ajusté; et
 - l'écart favorable de 6 748 000 \$ au niveau des impôts sur le bénéfice;
partiellement compensés par :

- la comptabilisation d'une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels de 42 405 000 \$ au cours du troisième trimestre 2017 alors qu'une charge de dépréciation de 40 100 000 \$ de l'écart d'acquisition avait été comptabilisée au cours du troisième trimestre 2016.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 43 205 535 pour les trimestres terminés les 30 septembre 2017 et 2016.

Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels de 8 767 000 \$, soit une légère baisse de 201 000 \$.

Charges financières de 697 000 \$, soit une légère baisse de 41 000 \$.

Charge de dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels de 42 405 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2017 contre une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 40 100 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2016.

Au cours des troisième trimestres de 2017 et 2016, la Société a effectué des tests de dépréciation sur l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») du secteur magazines découlant de la tendance continue à la baisse des produits d'exploitation dans l'industrie des magazines. La Société a alors conclu que la valeur recouvrable de l'UGT magazines, déterminée sur la base de la valeur d'utilité, était inférieure à sa valeur comptable. Par conséquent, une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 29 993 000 \$ incluant 1 489 000 \$ sans incidence fiscale (40 100 000 \$ sans incidence fiscale en 2016), ainsi qu'une charge de dépréciation de 12 412 000 \$ de certains actifs incorporels incluant 3 103 000 \$ sans incidence fiscale (aucune en 2016) ont été comptabilisées.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres de 32 000 \$ pour le troisième trimestre de 2017 comparativement à une charge de 617 000 \$ pour la période correspondante de 2016.

- Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2017, la Société a enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 32 000 \$ suite à l'abolition de postes dont 19 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production et 13 000 \$ dans le secteur magazines (517 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2016 dont 341 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production, 105 000 \$ dans le secteur magazines et 71 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels).

Recouvrement d'impôts de 3 927 000 \$ (taux effectif de 20,7 %) au troisième trimestre 2017 comparativement à une dépense d'impôts de 2 821 000 \$ (taux effectif de -9,5 %) pour la même période de 2016.

- La baisse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,8 % pour le troisième trimestre de 2017 s'explique essentiellement par la portion non déductible de la charge de dépréciation comptabilisée au niveau de l'écart d'acquisition et de certains actifs incorporels.
- La baisse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % pour le troisième trimestre de 2016 s'explique essentiellement par la charge de dépréciation non déductible comptabilisée au niveau de l'écart d'acquisition.

Part de la perte dans les entreprises associées de 139 000 \$ au troisième trimestre 2017, comparativement à un bénéfice de 275 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2016, soit un écart défavorable de 414 000 \$ qui s'explique par la diminution des résultats financiers des entreprises associées incluant un ajustement favorable au troisième trimestre de 2016 des coûts de fermeture de Télévision ROC.

Participation ne donnant pas le contrôle de 81 000 \$ au troisième trimestre 2017 contre 231 000 \$ au trimestre correspondant de 2016, soit un écart de 150 000 \$ expliqué par la diminution des résultats financiers d'une société détenue à 51 % par une filiale de la Société.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et 2016

Produits d'exploitation de 434 451 000 \$, en hausse de 13 107 000 \$ (3,1 %).

- Hausse de 22 700 000 \$ (7,6 %) dans le secteur télédiffusion et production (tableau 2) due essentiellement aux hausses de 21,2 % et de 32,0 % respectivement des revenus d'abonnement et des revenus publicitaires de la chaîne « TVA Sports » ainsi qu'à la hausse de 7,0 % des revenus publicitaires provenant du Réseau TVA. Ces hausses ont été compensées en partie par la diminution des revenus de production commerciale du Réseau TVA et des revenus provenant de la vente de nos contenus.
- Baisse de 16 333 000 \$ (-18,8 %) dans le secteur magazines (tableau 2), principalement attribuable aux baisses de 27,6 % des revenus publicitaires, de 8,3 % des revenus en kiosque ainsi que de 8,1 % des revenus d'abonnement pour les magazines comparables jumelées à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2016 et à un volume d'activités moindre d'édition sur mesure.
- Hausse de 6 241 000 \$ (14,1 %) dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 2), due essentiellement à l'augmentation de 23,2 % des revenus liés à la location de studios et d'équipements ainsi qu'à l'augmentation de 4,6 % des revenus associés aux autres activités de ce secteur.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 43 413 000 \$, soit un écart favorable de 19 996 000 \$.

- Écart favorable de 20 701 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production (tableau 3), attribuable à la diminution de 58,3 % de la perte d'exploitation ajustée de « TVA Sports », à l'augmentation de 13,6 % du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA et à la croissance de 16,2 % du bénéfice d'exploitation ajusté des autres chaînes spécialisées.
- Écart défavorable de 4 153 000 \$ dans le secteur magazines (tableau 3), essentiellement attribuable à la baisse des produits d'exploitation telle qu'expliquée ci-dessus, laquelle a été compensée en partie par des économies générées par les plans de rationalisation des effectifs et des dépenses mis en place au cours des derniers trimestres.
- Écart favorable de 3 448 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 3), principalement attribuable à l'augmentation du bénéfice d'exploitation ajusté généré par les activités de location de studios et d'équipements.

Perte nette attribuable aux actionnaires de 25 161 000 \$ (-0,58 \$ par action de base et dilué) au cours des neuf premiers mois de 2017, comparativement à une perte nette attribuable aux actionnaires de 45 572 000 \$ (-1,05 \$ par action de base et dilué) à la même période de 2016.

- Cet écart favorable de 20 411 000 \$ (0,47 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
 - la hausse de 19 996 000 \$ au niveau du bénéfice d'exploitation ajusté; et
 - l'écart favorable de 5 720 000 \$ au niveau du recouvrement d'impôts;partiellement compensés par :
 - l'écart défavorable de 3 205 000 \$ au niveau des frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres; et
 - la comptabilisation d'une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels de 42 405 000 \$ au cours du troisième trimestre 2017 alors qu'une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 40 100 000 \$ avait été comptabilisée au cours du troisième trimestre 2016.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 43 205 535 pour les périodes de neuf mois terminées les 30 septembre 2017 et 2016.

Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels de 26 509 000 \$, soit une légère hausse de 187 000 \$.

Charges financières de 1 969 000 \$, soit une baisse de 605 000 \$ qui s'explique principalement par la comptabilisation d'un gain de change pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2017 alors qu'une perte de change avait été comptabilisée pour la période correspondante de 2016 ainsi que par la diminution de la charge d'intérêts sur le passif net au titre des prestations définies.

Charge de dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels de 42 405 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2017 contre une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 40 100 000 \$ pour la période correspondante de 2016 qui s'expliquent par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des troisièmes trimestres 2017 et 2016.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres de 4 982 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2017 comparativement à une charge de 1 777 000 \$ pour la période correspondante de 2016.

- Au cours du deuxième trimestre 2017, la Société a comptabilisé une charge de 3 663 000 \$ pour des baux onéreux s'échelonnant jusqu'en juin 2022 relativement à des locaux inutilisés à la suite de la mise en place de plans de rationalisation dans le secteur magazines.
- En plus des éléments mentionnés dans la comparaison des troisièmes trimestres de 2017 et 2016, la Société avait, au cours du premier semestre de 2017, enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 1 235 000 \$ suite à l'abolition de postes dont 691 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production, 407 000 \$ dans le secteur magazines et 137 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (890 000 \$ au cours du premier semestre 2016 dont 404 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production, 390 000 \$ dans le secteur magazines et 96 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels).
- Au cours du premier semestre 2016, la Société avait également comptabilisé une perte de 198 000 \$ relativement à l'ajustement final d'une contrepartie conditionnelle reliée à la vente des activités d'édition de livres acquises de Transcontinental et simultanément cédées à Groupe Sogides inc., une société sous contrôle commun.

Recouvrement d'impôts de 7 124 000 \$ (taux effectif de 22,0 %) pour les neuf premiers mois de 2017, comparativement à un recouvrement d'impôts de 1 404 000 \$ (taux effectif de 3,0 %) pour la même période de 2016.

- Au cours des neuf premiers mois de 2017, la baisse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,8 % s'explique principalement par la portion non déductible de la charge de dépréciation comptabilisée au niveau de l'écart d'acquisition et de certains actifs incorporels.
- Au cours des neuf premiers mois de 2016, la baisse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % s'explique principalement par la charge de dépréciation non déductible comptabilisée au niveau de l'écart d'acquisition.

Part du bénéfice dans les entreprises associées de 328 000 \$ au cours des neuf premiers mois de 2017, comparativement à 603 000 \$ pour la période correspondante de 2016, soit un écart défavorable de 275 000 \$ qui s'explique essentiellement par la diminution des résultats financiers des entreprises associées incluant un ajustement favorable au troisième trimestre de 2016 des coûts de fermeture de Télévision ROC.

Participation ne donnant pas le contrôle de 161 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2017 contre 223 000 \$ pour la période correspondante de 2016, soit une baisse de 62 000 \$ expliquée par la diminution du bénéfice net d'une société détenue à 51 % par une filiale de la Société.

ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

Télédiffusion et production

Comparaison des troisièmes trimestres 2017 et 2016

Produits d'exploitation de 94 110 000 \$, soit une augmentation de 5 701 000 \$ (6,4 %), principalement attribuable à :

- la hausse de 12,6 % des revenus publicitaires du Réseau TVA;
 - la hausse de 21,8 % des revenus d'abonnement de « TVA Sports »; et
 - l'augmentation de 23,0 % des revenus publicitaires des autres chaînes spécialisées;
- compensées en partie par :
- la baisse des revenus liés à la production commerciale due à un niveau d'activités moins élevé; et
 - la baisse de 27,5 % des revenus publicitaires de « TVA Sports » attribuable à la diffusion des matchs de la Coupe du monde de hockey 2016 au trimestre correspondant l'année dernière.

Statistiques d'écoute du marché francophone

Tableau 4
Statistiques d'écoute du marché francophone
(Parts de marché en %)

Troisième trimestre 2017 vs Troisième trimestre 2016			
	2017	2016	Écart
Chaînes généralistes francophones :			
TVA	24,0	22,3	1,7
SRC	11,7	13,4	-1,7
V	5,5	6,8	-1,3
	41,2	42,5	-1,3
Chaînes spécialisées et payantes francophones :			
TVA	13,1	11,7	1,4
Bell Média	14,0	15,4	-1,4
Corus	8,4	8,9	-0,5
SRC	4,9	4,5	0,4
Autres	5,5	5,2	0,3
	45,9	45,7	0,2
Total chaînes anglophones et autres :	12,9	11,8	1,1
Groupe TVA	37,1	34,0	3,1

Source : Numeris, Québec franco, 1^{er} juillet au 30 septembre 2017, l-d, 2h-2h, t2+.

Pour la période du 1^{er} juillet au 30 septembre 2017, les parts de marché de Groupe TVA ont augmenté de 3,1 parts par rapport à la période correspondante de 2016, passant de 34,0 parts à 37,1 parts.

Le Réseau TVA a connu une croissance de ses parts de marché par rapport à la même période de 2016 pour atteindre 24,0 parts (+1,7 part), soit plus que les parts de marché réunies de ses deux principaux concurrents généralistes. Le Réseau TVA a diffusé 7 des 10 émissions les plus regardées au Québec durant le troisième trimestre 2017, dont *La Voix Junior* qui s'est démarquée, une fois de plus, en se retrouvant en première position avec un auditoire de plus de 1,8 million de téléspectateurs.

Les parts de marché combinées des services spécialisés de Groupe TVA ont été de 13,1 parts pour le troisième trimestre de 2017 comparativement à 11,7 parts pour la même période de 2016, soit une augmentation de 1,4 part. Cette hausse provient essentiellement de la chaîne « LCN » qui a connu une augmentation de 1,1 part grâce, entre autres, à sa couverture exceptionnelle de l'ouragan *Irma*, devançant de loin « RDI ». La chaîne « Prise 2 » a également connu une croissance exceptionnelle de 0,9 part. La chaîne « TVA Sports » a connu un recul de 0,5 part de ses parts de marché alors qu'à la période correspondante de 2016, elle avait diffusé les matchs de la Coupe du monde de hockey.

Charges d'exploitation de 74 208 000 \$, soit une baisse de 2 952 000 \$ (-3,8 %), expliquée principalement par :

- la baisse de 29,1 % des charges d'exploitation de la chaîne « TVA Sports » essentiellement reliée à la diffusion des matchs de la Coupe du monde de hockey au cours de la période correspondante de 2016; et
- la baisse des charges d'exploitation reliée au volume d'activités moins élevé au niveau de la production commerciale;

compensées en partie par :

- l'augmentation des coûts de contenu et des commissions sur ventes publicitaires du Réseau TVA;
- la hausse combinée de 8,0 % des charges d'exploitation des autres chaînes spécialisées provenant principalement de la chaîne « LCN » avec, entre autres, la couverture de l'ouragan *Irma*; et
- les charges d'exploitation de la plateforme TVA.ca mise en ligne au quatrième trimestre de 2016.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 19 902 000 \$, soit une variation favorable de 8 653 000 \$, expliquée principalement par :

- la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté de « TVA Sports », laquelle s'explique essentiellement par la concentration au troisième trimestre de 2016 des coûts de production et de diffusion des matchs de la Coupe du monde de hockey 2016 jumelée à l'augmentation des revenus d'abonnement au cours du troisième trimestre de 2017 par rapport à la période correspondante de 2016; et
- la hausse de 40,3 % du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA découlant de l'augmentation des revenus publicitaires, compensée en partie par des coûts de contenu et des commissions sur ventes publicitaires plus élevés;

compensées en partie par :

- la perte d'exploitation ajustée de la plateforme TVA.ca.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur télédiffusion et production (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué, passant de 87,3 % pour le troisième trimestre 2016 à 78,9 % pour la même période de 2017. Cette baisse provient de l'augmentation des produits d'exploitation combinée à une diminution des charges d'exploitation essentiellement pour « TVA Sports ».

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et 2016

Produits d'exploitation de 322 133 000 \$, soit une augmentation de 22 700 000 \$ (7,6 %), principalement attribuable à :

- les hausses de 21,2 % des revenus d'abonnement et de 32,0 % des revenus publicitaires de « TVA Sports »;
 - l'augmentation de 7,0 % des revenus publicitaires du Réseau TVA; et
 - l'augmentation de 11,0 % des revenus publicitaires pour l'ensemble des autres chaînes spécialisées;
- compensées en partie par :
- la baisse des revenus liés à la production commerciale due à un niveau d'activités moins élevé ainsi que la diminution des revenus associés à la vente de nos contenus; et
 - la baisse des revenus d'abonnement liée à la fermeture de la chaîne « Argent » en avril 2016.

Charges d'exploitation de 296 498 000 \$, soit une augmentation de 1 999 000 \$ (0,7 %), expliquée principalement par :

- la hausse de 1,2 % des charges d'exploitation du Réseau TVA découlant essentiellement de la combinaison :
 - d'une augmentation des coûts de contenu;
 - d'une augmentation des commissions sur ventes publicitaires; et
 - d'une diminution reliée au niveau d'activités moindre en production commerciale;
- les charges d'exploitation de la plateforme TVA.ca; et
- l'augmentation de 2,2 % des charges d'exploitation des chaînes spécialisées autres que « TVA Sports » et « Argent »;

compensées en partie par :

- la baisse de 1,9 % des charges d'exploitation de la chaîne « TVA Sports » principalement attribuable à la combinaison :
 - de l'économie associée aux coûts de production et de diffusion des matchs de la Coupe du monde de hockey en 2016, et
 - de l'augmentation des coûts de production d'émissions en lien avec la présence des Canadiens de Montréal dans les séries éliminatoires de hockey de la Coupe Stanley au printemps 2017;
- la baisse des charges d'exploitation liée à la fermeture de la chaîne « Argent » en avril 2016.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 25 635 000 \$, soit une variation favorable de 20 701 000 \$, expliquée principalement par :

- la baisse de 58,3 % de la perte d'exploitation ajustée de « TVA Sports », laquelle s'explique par les éléments mentionnés précédemment;
- la hausse de 13,6 % du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA; et
- la hausse de 16,2 % du bénéfice d'exploitation ajusté des autres chaînes spécialisées;

compensées en partie par :

- la perte d'exploitation ajustée de la plateforme TVA.ca.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur télédiffusion et production (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué, passant de 98,4 % pour les neuf premiers mois de 2016 à 92,0 % pour la même période de 2017. Cette baisse provient principalement de l'augmentation des produits d'exploitation du secteur qui a excédé significativement l'augmentation des charges d'exploitation.

Magazines

Comparaison des troisièmes trimestres 2017 et 2016

Produits d'exploitation de 25 218 000 \$, soit une baisse de 4 807 000 \$ (-16,0 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 29,4 % des revenus publicitaires pour les magazines comparables, particulièrement pour la catégorie Féminin;
- la diminution des produits d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2016;
- la baisse de 11,4 % des revenus d'abonnement pour les magazines comparables;
- la baisse des revenus d'édition sur mesure due à un volume d'activités moindre; et
- la baisse de 6,3 % des revenus en kiosque pour les magazines comparables, en particulier pour les catégories Féminin et Artistiques.

Fonds du Canada pour les périodiques

Le 1^{er} avril 2010, le gouvernement canadien a instauré le Fonds du Canada pour les périodiques (« FCP ») qui offre une aide financière aux industries canadiennes des magazines et des journaux non quotidiens afin qu'elles puissent continuer à produire et à diffuser du contenu canadien. L'ensemble de l'aide reliée à ce programme est entièrement enregistrée à titre de produits d'exploitation et représente 11,7 % des produits d'exploitation du secteur pour la période de trois mois se terminant le 30 septembre 2017 (10,1 % pour la période correspondante de 2016).

Statistiques de lectorat et de parts de marché

Avec plus de 3,3 millions de lecteurs multiplateformes pour ses titres francophones, Groupe TVA est l'éditeur de magazines francophones numéro 1 au Québec et un joueur de premier plan dans le marché des magazines au Canada avec 10,3 millions de lecteurs multiplateformes. Le magazine « 7 Jours », consacré à l'actualité artistique et culturelle, demeure la référence numéro 1 dans le domaine avec 574 000 lecteurs multiplateformes chaque semaine.

Référence canadienne en art de vivre, « Canadian Living » demeure le magazine le plus populaire chez les femmes au Canada et détient 4,2 millions de lecteurs multiplateformes tandis que son pendant francophone, « Coup de pouce », est le magazine francophone en version papier le plus populaire auprès du lectorat féminin et rejoint près de 1,5 million de lecteurs toutes plateformes confondues.

En croissance, « ELLE Canada » occupe toujours le premier rang au pays des magazines consacrés à la mode et à la beauté avec plus de 1,8 million de lecteurs sur toutes les plateformes alors qu'au Québec, « Clin d'œil » est le magazine francophone de mode beauté numéro 1 avec 640 000 lecteurs toutes plateformes confondues.

Finalement, « The Hockey News » maintient sa grande popularité auprès des amateurs de sports et s'avère la référence de choix pour 1,5 million de lecteurs à chaque édition, dont 1,2 million d'hommes.

Source: Vividata, Q2 2017, Total Canada, 12+

Charges d'exploitation de 22 029 000 \$, soit une baisse de 2 284 000 \$ (-9,4 %), principalement attribuable :

- aux économies générées par les plans de rationalisation des effectifs et des dépenses mis en place au cours des derniers trimestres;
- à la diminution des charges d'exploitation reliée au volume d'activités moindre au niveau de l'édition sur mesure; et
- à la diminution des charges d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2016.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 3 189 000 \$, soit une variation défavorable de 2 523 000 \$, expliquée principalement par les éléments ci-dessus.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur magazines (exprimés en pourcentage des revenus) ont augmenté et représentent 87,4 % pour le troisième trimestre de 2017 contre 81,0 % pour la même période de 2016. Cette augmentation s'explique principalement par la difficulté de réduire à court terme les charges d'exploitation dans les mêmes proportions que la baisse des produits d'exploitation notamment des revenus publicitaires.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et 2016

Produits d'exploitation de 70 376 000 \$, soit une baisse de 16 333 000 \$ (-18,8 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 27,6 % des revenus publicitaires pour les magazines comparables, particulièrement pour la catégorie Féminin ainsi que les revenus publicitaires numériques;
- la diminution des produits d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2016;
- la baisse des revenus d'édition sur mesure due à un volume d'activités moindre;
- la baisse de 8,3 % des revenus en kiosque pour les magazines comparables, en particulier pour les catégories Artistiques et Féminin; et
- la baisse de 8,1 % des revenus d'abonnement pour les magazines comparables, en particulier pour la catégorie Féminin.

Charges d'exploitation de 62 838 000 \$, soit une baisse de 12 180 000 \$ (-16,2 %), principalement attribuable :

- aux économies générées par les plans de rationalisation des effectifs et des dépenses mis en place au cours des derniers trimestres;
- à la diminution des charges d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2016; et
- à la diminution des charges d'exploitation reliée au volume d'activités moindre au niveau de l'édition sur mesure.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 7 538 000 \$, soit une variation défavorable de 4 153 000 \$, expliquée principalement par la baisse des produits d'exploitation, laquelle a été plus importante que les économies générées par les plans de rationalisation des effectifs et des dépenses.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur magazines (exprimés en pourcentage des revenus) ont augmenté, passant de 86,5 % pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 2016 à 89,3 % pour la même période se terminant le 30 septembre 2017. Cette augmentation s'explique essentiellement par les éléments mentionnés ci-dessus.

Comparaison des troisièmes trimestres 2017 et 2016

Produits d'exploitation de 24 594 000 \$, soit une augmentation de 8 625 000 \$ (54,0 %), principalement attribuable à :

- la hausse de 129,6 % des revenus de location de studios et d'équipements découlant d'un haut taux d'occupation de nos studios de tournage et de la présence de nombreuses productions cinématographiques à Montréal durant le dernier trimestre; et
- la hausse combinée de 23,0 % des activités de doublage, sous-titrage, production commerciale ainsi que de gestion d'actifs et distribution;

compensées en partie par :

- la baisse de 41,7 % des revenus de postproduction attribuable à un volume d'activités moindre; et
- la baisse de 23,7 % des revenus provenant des effets visuels également associée à un volume d'activités moins élevé au troisième trimestre de 2017 par rapport au troisième trimestre de 2016.

Charges d'exploitation de 14 750 000 \$, soit une hausse de 2 513 000 \$ (20,5 %). Cette hausse est expliquée principalement par :

- la hausse de 53,9 % des charges d'exploitation reliées à la location de studios et d'équipements découlant essentiellement du volume d'activités plus élevé;

compensée en partie par :

- la baisse de 2,4 % des charges d'exploitation reliées à l'ensemble des autres activités du secteur.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 9 844 000 \$, soit une variation favorable de 6 112 000 \$, expliquée principalement par la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté découlant du volume d'activités plus élevé au niveau de la location de studios et d'équipements, compensée en partie par la baisse des résultats d'exploitation ajustés découlant du volume d'activités moindre au niveau de la postproduction et des effets visuels.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur des services cinématographiques et audiovisuels (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué, passant de 76,6 % pour le troisième trimestre 2016 à 60,0 % pour le troisième trimestre 2017. Cette diminution provient essentiellement de l'augmentation des produits d'exploitation générés par les activités de location de studios et d'équipements.

Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et 2016

Produits d'exploitation de 50 372 000 \$, soit une augmentation de 6 241 000 \$ (14,1 %), principalement attribuable à :

- la hausse de 23,2 % des revenus de location de studios et d'équipements expliquée par un taux d'occupation plus élevé de nos studios pour les neuf premiers mois de 2017 comparativement à la même période de 2016;
- la hausse de 22,1 % des revenus de doublage et de sous-titrage; et
- la hausse de 17,6 % des revenus d'effets visuels due à un volume d'activités plus élevé pour les neuf premiers mois de 2017 par rapport à la période correspondante de 2016;

compensées en partie par :

- la baisse de 16,8 % des revenus de postproduction due à un volume d'activités moins élevé.

Les opérations de ce secteur d'activités sont fortement dépendantes de la disponibilité des studios et des équipements ainsi que de la possibilité de rencontrer les besoins en services de production des producteurs durant leurs périodes de tournage.

De façon générale, le premier trimestre de l'année est une période où les activités sont habituellement réduites et les studios et équipements disponibles. Paradoxalement, au premier trimestre 2016, la Société avait bénéficié du tournage de la série *Quantico* pour réaliser des résultats favorables pour cette période de l'année alors que l'absence d'un tournage d'envergure pour le reste de l'année 2016 avait généré des résultats moins favorables pour cette période.

Au cours de l'année 2017, la production d'envergure *X-Men* qui requiert la majorité de nos installations ainsi qu'une portion importante de nos équipements, a débuté ses activités de tournage plus intensément au cours du troisième trimestre de 2017 pour se terminer au quatrième trimestre de cette année, ce qui a contribué à la variation des résultats trimestriels de ce secteur d'activités.

Charges d'exploitation de 40 132 000 \$, soit une hausse de 2 793 000 \$ (7,5 %). Cette hausse est expliquée principalement par :

- la hausse de 14,1 % des charges d'exploitation reliées à la location de studios et d'équipements découlant du niveau d'activités plus élevé; et
- les hausses reliées aux volumes d'activités plus élevés notamment aux effets visuels, au doublage et au sous-titrage;

compensées en partie par :

- la diminution de 9,9 % des charges d'exploitation reliées à la postproduction associée au niveau d'activités moins élevé.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 10 240 000 \$, soit une variation favorable de 3 448 000 \$, expliquée principalement par la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté au niveau de la location de studios et d'équipements.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur des services cinématographiques et audiovisuels (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué, passant de 84,6 % pour les neuf premiers mois de 2016 à 79,7 % pour la période correspondante de 2017. Cette diminution s'explique par le même élément que celui mentionné dans la comparaison des troisièmes trimestres 2017 et 2016.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Les flux de trésorerie de la Société liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement sont résumés dans le tableau 5 suivant :

Tableau 5
Résumé des flux de trésorerie de la Société
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	45 833	\$ 33 620	\$ 30 916	\$ 36 384
Disposition d'entreprise	-	-	-	222
Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels	(7 053)	(8 265)	(18 977)	(25 507)
Variation nette des placements	293	(1 188)	350	(895)
Autres	-	(29)	10	(7)
Remboursement de la dette nette	39 073	\$ 24 138	\$ 12 299	\$ 10 197
	30 septembre 2017		31 décembre 2016	
Situation à la fin :				
Dette à long terme		55 658	\$	62 561
Instrument financier dérivé		45		322
Dette échéant à court terme		9 375		6 562
Moins : espèces		(25 151)		(17 219)
Dette nette		39 927	\$	52 226

Activités d'exploitation

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation en hausse de 12 213 000 \$ pour la période de trois mois se terminant le 30 septembre 2017 par rapport à la période correspondante de 2016 principalement dû à la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté de 12 242 000 \$.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation en baisse de 5 468 000 \$ pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 2017 par rapport à la même période de 2016 principalement dû à :

- la variation nette défavorable des actif et passif d'exploitation suivants :
 - des débiteurs pour 26 400 000 \$; et
 - des droits de diffusion à payer pour 14 403 000 \$;

compensée en partie par :

- la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté de 19 996 000 \$;
- la variation nette favorable des passifs d'exploitation suivants :
 - des crédateurs et charges à payer pour 8 088 000 \$; et
 - des revenus reportés pour 6 816 000 \$.

Fonds de roulement de 24 505 000 \$ au 30 septembre 2017 comparativement à un fonds de roulement de 12 899 000 \$ au 31 décembre 2016. Cet écart favorable de 11 606 000 \$ est principalement attribuable à la baisse du passif à court terme notamment les droits de diffusion à payer ainsi que les créditeurs et charges à payer.

Activités d'investissement

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 7 053 000 \$ pour le troisième trimestre de 2017, comparativement à 8 265 000 \$ pour la même période de 2016, soit une baisse de 1 212 000 \$ (-14,7 %). Cette baisse est principalement attribuable à la variation nette des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels financées par les créditeurs et charges à payer lesquelles se chiffraient à 3 569 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2016 comparativement à 314 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2017, compensée en partie par l'augmentation des acquisitions d'équipements destinés à la location due au volume plus élevé d'activités de location d'équipements.

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 18 977 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2017, comparativement à 25 507 000 \$ pour la même période de 2016, soit une baisse de 6 530 000 \$ (-25,6 %). Cette baisse est principalement attribuable à la variation nette des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels financées par les créditeurs et charges à payer lesquelles se chiffraient à 7 304 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2016 comparativement à 1 200 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2017.

Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2017, la Société a procédé à l'acquisition d'équipements destinés à la location, a remis à neuf le système de ventilation d'un des complexes de studios de tournage en plus d'avoir procédé à l'aménagement de nouveaux locaux pour répondre à la croissance envisagée des activités de postproduction et d'effets visuels. La Société a également poursuivi ses investissements dans les installations et les équipements de production en haute définition de certaines stations régionales.

Disposition d'entreprise de 222 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2016. Dans le cadre de la transaction avec Transcontinental inc. conclue le 12 avril 2015, la Société avait simultanément cédé les activités acquises d'édition de livres à Groupe Sogides inc., une société sous contrôle commun, pour une somme équivalente au prix payé, soit un prix convenu de 720 000 \$ dont 300 000 \$ en espèces ainsi qu'une contrepartie conditionnelle à recevoir évaluée à 420 000 \$ au cours du quatrième trimestre de 2015. Au cours du deuxième trimestre de 2016, la Société a encaissé un montant de 222 000 \$ à titre de contrepartie conditionnelle finale et a donc enregistré une perte de 198 000 \$ dans ses frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres pour refléter la variation de valeur de cette contrepartie.

Variation nette des placements de 293 000 \$ pour le troisième trimestre 2017 comparativement à -1 188 000 \$ pour la période correspondante de 2016. Au cours du troisième trimestre 2017, la Société a encaissé un montant de 293 000 \$ lié à un placement dans une société associée alors qu'au cours de la période correspondante de 2016, la Société avait effectué une mise de fonds de 1 274 000 \$ dans Télévision ROC et avait encaissé 86 000 \$ relativement à un dividende de liquidation d'un placement de portefeuille.

Variation nette des placements de 350 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2017, comparativement à -895 000 \$ pour la même période de 2016. En plus des éléments mentionnés précédemment, la Société a encaissé un montant de 57 000 \$ relativement à un dividende de liquidation d'un placement de portefeuille au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2017 alors qu'elle avait encaissé un montant de 293 000 \$ lié à un placement dans une société associée au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2016.

Activités de financement

Dette à long terme (excluant les frais de financement reportés) de 65 369 000 \$ au 30 septembre 2017, comparativement à 69 607 000 \$ au 31 décembre 2016, soit une baisse de 4 238 000 \$ correspondant essentiellement aux remboursements de capital trimestriels sur le prêt à terme.

Situation financière au 30 septembre 2017

Liquidités disponibles nettes de 175 151 000 \$, soit un emprunt à terme rotatif disponible et inutilisé de 150 000 000 \$ plus des espèces de 25 151 000 \$.

Au 30 septembre 2017, le capital minimal à rembourser sur la dette au cours des prochaines périodes de douze mois se chiffrait comme suit :

Tableau 6
Capital minimal à rembourser sur la dette de Groupe TVA
Périodes de 12 mois terminées les 30 septembre
(en milliers de dollars)

2018	9 375	\$
2019	11 250	
2020	44 744	
Total	65 369	\$

L'échéance moyenne pondérée de la dette de Groupe TVA était d'environ 1,8 année au 30 septembre 2017 (2,4 années au 31 décembre 2016). La dette était constituée en totalité de dettes à taux variable au 30 septembre 2017 et au 31 décembre 2016. La Société utilise un swap de taux d'intérêt pour fixer les déboursés d'intérêts futurs sur une tranche de 28 875 000 \$ de son prêt à terme garanti qui porte intérêt à un taux variable.

La Société dispose également d'un crédit rotatif de 150 000 000 \$ qui a été renouvelé le 3 novembre 2014 et venant à échéance le 24 février 2019. Au 30 septembre 2017 et au 31 décembre 2016, aucun montant n'avait été prélevé sur le crédit rotatif.

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés sur une base annuelle par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour rencontrer les besoins futurs de fonds requis en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contributions en vertu des régimes de retraite, de paiement de dividendes (ou de distribution de capital) et pour respecter ses engagements et garanties.

En vertu de ses conventions de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers. Au 30 septembre 2017, la Société respectait toutes les conditions relatives à ses conventions de crédit.

Analyse du bilan consolidé au 30 septembre 2017

Tableau 7

Bilans consolidés de Groupe TVA

Analyse des principales variations entre les 30 septembre 2017 et 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

	30 septembre 2017	31 décembre 2016	Écart	Principales sources d'explication de l'écart
<u>Actifs</u>				
Espèces	25 151 \$	17 219 \$	7 932	\$ Impact de la variation courante et saisonnière des activités ainsi que de la hausse des produits d'exploitation.
Actifs incorporels	15 872	32 493	(16 621)	Comptabilisation d'une charge de dépréciation au cours du troisième trimestre 2017.
Écart d'acquisition	7 892	37 885	(29 993)	Comptabilisation d'une charge de dépréciation au cours du troisième trimestre 2017.
Impôts différés	14 038	3 351	10 687	Impact de la portion déductible de la charge de dépréciation.
<u>Passifs</u>				
Créditeurs et charges à payer	95 525 \$	105 523 \$	(9 998)	\$ Impact de la variation courante et saisonnière des activités et d'une gestion serrée de la trésorerie à la fin 2016.
Droits de diffusion à payer	82 114	92 627	(10 513)	Impact du versement supplémentaire de mensualités relativement à certains droits de diffusion.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 30 septembre 2017, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette, les paiements pour des contrats d'acquisition de droits de diffusion ainsi que des paiements pour les autres engagements contractuels tels que les contrats de location-exploitation pour des services et des locaux pour bureaux. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 8.

Tableau 8

Obligations contractuelles importantes de Groupe TVA au 30 septembre 2017

(en milliers de dollars)

	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dette à long terme	9 375 \$	55 994 \$	- \$	- \$	65 369 \$
Paiement d'intérêts ¹	2 266	2 025	-	-	4 291
Droits de diffusion	192 404	156 071	141 831	268 870	759 176
Autres engagements	15 851	17 012	4 146	2 974	39 983
Total	219 896 \$	231 102 \$	145 977 \$	271 844 \$	868 819 \$

¹Les intérêts sont calculés à partir d'un niveau de dette constant à celui au 30 septembre 2017 sur l'emprunt à terme rotatif et incluent les frais de disponibilité sur celui-ci.

En 2013, QMI et Groupe TVA ont conclu une entente d'une durée de 12 ans avec Rogers Communications inc. concernant les droits de diffusion francophones de la LNH pour le Canada. Les charges d'exploitation reliées à ce contrat sont constatées dans les charges d'exploitation de la Société et les engagements totaux liés à cette entente ont été inclus dans les engagements de la Société.

Opérations conclues entre sociétés apparentées

La Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Ces opérations ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Au cours du troisième trimestre 2017, la Société a vendu des espaces publicitaires et des droits de diffusion, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 23 585 000 \$ (22 812 000 \$ au troisième trimestre 2016).

Pour le troisième trimestre de 2017, la Société a constaté des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 10 783 000 \$ (9 568 000 \$ pour le troisième trimestre de 2016).

De plus, au cours du troisième trimestre 2017, la Société a facturé des honoraires de gestion à des sociétés sous contrôle commun pour un montant de 1 068 000 \$ (1 062 000 \$ au troisième trimestre 2016). Ces honoraires sont comptabilisés en réduction des charges d'exploitation.

La Société a également assumé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 855 000 \$ pour le troisième trimestre de 2017 (955 000 \$ pour le troisième trimestre de 2016).

Au cours des neuf premiers mois de 2017, la Société a vendu des espaces publicitaires et des droits de diffusion, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 72 983 000 \$ (71 329 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2016).

Pour les neuf premiers mois de 2017, la Société a constaté des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 35 679 000 \$ (33 409 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2016).

De plus, au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2017, la Société a facturé des honoraires de gestion à des sociétés sous contrôle commun pour un montant de 2 918 000 \$ (3 142 000 \$ pour la période correspondante de 2016).

La Société a également assumé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 2 565 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2017 (2 865 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2016).

Télévision ROC

Depuis l'annonce le 13 février 2015 de la cessation des activités de Télévision ROC, société dans laquelle Groupe TVA détient une participation de 49 %, la Société a effectué des mises de fonds dans Télévision ROC afin de couvrir les pertes opérationnelles jusqu'à la date de fermeture en plus de couvrir les coûts reliés à la cessation des opérations. Une provision de 198 000 \$ est enregistrée dans les créiteurs et charges à payer au 30 septembre 2017 afin de couvrir ces coûts.

Une mise de fonds de 2 600 000 \$ avait été effectuée par les sociétaires pour les périodes de trois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2016, dont 1 274 000 \$ par Groupe TVA pour des coûts qui étaient déjà provisionnés à la fin de l'exercice 2015 et 1 326 000 \$ par l'autre sociétaire.

Capital-actions

Le tableau 9 présente les données du capital-actions de la Société. De plus, 222 717 options d'achat d'actions classe B de la Société étaient en circulation au 17 octobre 2017.

Tableau 9
Nombre d'actions en circulation au 17 octobre 2017
(en actions et en dollars)

	Émises en circulation	Valeur comptable
Actions ordinaires classe A	4 320 000	0,02 \$
Actions classe B	38 885 535	5,33 \$

Juste valeur des instruments financiers

La Société a considéré la hiérarchie des évaluations à la juste valeur selon l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. Cette hiérarchie reflète l'importance des données utilisées pour évaluer ses instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés et se détaille comme suit :

- niveau 1 : les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix); et
- niveau 3 : les données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Les justes valeurs estimatives de la dette à long terme et de l'instrument financier dérivé sont fondées sur un modèle d'évaluation en utilisant les données du niveau 2. Les justes valeurs sont fondées sur la valeur actualisée des flux de

trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de la période ou la valeur de marché d'instruments financiers similaires comportant la même échéance.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme et de l'instrument financier dérivé au 30 septembre 2017 et au 31 décembre 2016 sont les suivantes :

Tableau 10
Juste valeur des instruments financiers
(en milliers de dollars)

	30 septembre 2017		31 décembre 2016	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Instrument financier dérivé	45 \$	45 \$	322 \$	322 \$
Dette à long terme ¹	65 369	65 369	69 607	69 607

¹La valeur comptable de la dette à long terme exclut les frais de financement reportés.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS. Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2017, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui aurait eu ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle, n'a été identifiée par la direction.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes. Par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur Internet à l'adresse www.sedar.com.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figure la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents et les risques liés à la perte de clients clés dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels), les risques liés aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique, les risques liés à la capacité d'adaptation de la Société face à l'évolution technologique rapide et aux nouvelles formes de diffusion ou de stockage ainsi que les risques liés aux relations de travail.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à www.sedar.com et <http://groupetva.ca>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 et la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle 2016 de la Société.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 3 novembre 2017 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)

Le 3 novembre 2017

Tableau 11
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2017	2017	2017	2016
	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.
Exploitation				
Produits d'exploitation	140 785 \$	152 542 \$	141 124 \$	169 522 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté(e)	32 935 \$	11 072 \$	(594) \$	21 984 \$
(Perte) bénéfice net(te) attribuable aux actionnaires	(15 259) \$	(1 870) \$	(8 032) \$	5 717 \$
Données par action de base et diluée				
Résultat par action de base et diluée	(0,35) \$	(0,04) \$	(0,19) \$	0,13 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	43 206	43 206	43 206	43 206
	2016	2016	2016	2015
	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.
Exploitation				
Produits d'exploitation	131 592 \$	144 229 \$	145 523 \$	165 429 \$
Bénéfice d'exploitation ajusté	20 693 \$	2 427 \$	297 \$	16 846 \$
Perte nette attribuable aux actionnaires	(32 507) \$	(5 676) \$	(7 389) \$	(1 472) \$
Données par action de base et diluée				
Résultat par action de base et diluée	(0,75) \$	(0,13) \$	(0,17) \$	(0,03) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	43 206	43 206	43 206	43 206

- Les secteurs d'activités de la Société subissent les effets du caractère saisonnier de certaines de leurs activités dû, entre autres, aux variations saisonnières des revenus publicitaires, aux habitudes de visionnement, de lecture et d'écoute du public et aux besoins en services de production des producteurs internationaux et locaux. Puisque la Société dépend des ventes de publicité pour une portion importante de ses revenus, ses résultats d'exploitation sont aussi sensibles aux conditions économiques qui prévalent, y compris les changements dans les conditions économiques locales, régionales et nationales, en outre parce qu'ils peuvent affecter les dépenses de publicité.
- Dans le secteur télédiffusion et production, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement reliés aux stratégies de programmation et à la diffusion des événements sportifs en direct, alors que dans le secteur magazines, les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines en kiosque qui peuvent varier d'un trimestre à l'autre. Dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels, les charges d'exploitation varient en fonction des besoins en service de production des producteurs internationaux et locaux.

Par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires peuvent varier d'un trimestre à l'autre.